

Après l'orgie spéculative, l'austérité pour (presque) tous

Le gouvernement des banques

L'insolence des spéculateurs suscite une vive opposition populaire et contraint les gouvernements à prendre quelques distances avec la finance. Le 20 mai, le président Barack Obama a qualifié de « hordes de lobbyistes » les banquiers qui s'opposaient à son projet de réglementation de Wall Street. Ceux qui signent les chèques vont-ils continuer à écrire les lois ?

PAR SERGE HALIMI



Le 10 mai 2010, rassurés par une nouvelle injection de 750 milliards d'euros dans la fournaise de la spéculation, les détenteurs de titres de la Société générale gagnèrent 23,89 %. Ce même jour, le président français Nicolas Sarkozy annonça que, par souci de rigueur budgétaire, une aide exceptionnelle de 150 euros aux familles en difficulté ne serait pas reconduite. Ainsi, crise financière après crise financière, chemine la conviction que le pouvoir politique aligne sa conduite sur les volontés des actionnaires. Périodiquement, démocratie oblige, les élus convoquent la population à privilégier des partis que les « marchés » ont présélectionnés en raison de leur innocuité.

Le soupçon de prévarication sape peu à peu le crédit de l'invocation du bien public. Quand M. Barack Obama fustige la banque Goldman Sachs afin de mieux justifier ses mesures de réglementation financière, les républicains diffusent séance tenante un spot (1) qui récapitule la liste des donations que le président et ses amis politiques ont reçues de « La Firme » lors des élections de 2008 : « Démocrates : 4,5 millions de dollars. Républicains : 1,5 million de dollars. Des politiciens s'attaquent à l'industrie financière, mais acceptent les millions que leur verse Wall Street. » Quand, prétextant leur souci de préserver le budget des familles pauvres, les conservateurs britanniques s'opposent à l'instauration d'un prix minimum de l'alcool, les travaillistes répliquent qu'il s'agit plutôt de complaire aux propriétaires de supermarchés, hostiles à une telle mesure depuis qu'ils ont fait du prix de l'alcool un produit d'appel à destination d'adolescents enchantés que la bière puisse coûter moins cher que l'eau. Enfin, quand M. Sarkozy supprime la publicité sur les chaînes publiques, chacun subodore le profit que les télévisions privées pilotées par ses amis

Vincent Bolloré, Martin Bouygues, etc., tireront d'une situation les affranchissant de toute concurrence pour le partage du butin des annonceurs.

Ce genre de soupçon remonte loin dans l'histoire. Or, nombre de réalités qui devraient scandaliser mais auxquelles on se résigne se voient minorées d'un « Ça a toujours existé ». En 1887, assurément, le gendre du président français Jules Grévy tirait parti de sa parentèle élyséenne pour faire commerce de décorations ; au début du siècle dernier, la Standard Oil dictait ses volontés à nombre de gouverneurs des Etats-Unis. Enfin, question dictature de la finance, on évoquait dès 1924 le « *plébiscite quotidien des porteurs de bons* » – les créanciers de la dette publique de l'époque – dont l'autre nom était le « mur de l'argent ». Toutefois, avec le temps, des lois avaient réglementé le rôle du capital dans la vie politique. Même aux Etats-Unis : au cours de l'« ère progressiste » (1880-1920), puis au terme du scandale du Watergate (1974), toujours à la suite de mobilisations politiques. Quant au « mur de l'argent », la finance fut placée sous tutelle en France au lendemain de la Libération. En somme, cela avait « toujours existé », mais cela pouvait aussi changer.

Et puis changer encore... mais dans l'autre sens. Dès le 30 janvier 1976, la Cour suprême des Etats-Unis invalidait plusieurs dispositions-clés limitant le rôle de l'argent en politique votées par le Congrès (arrêt Buckley contre Valeo). Motif invoqué par les juges ? La liberté d'expression « *ne saurait dépendre de la capacité financière de l'individu à s'engager dans le débat public* ». Une formulation bien alambiquée pour signifier que réglementer la dépense, c'est étouffer l'expression... En janvier dernier, cet arrêt a été élargi au point d'autoriser les firmes à dépenser ce qu'elles veulent pour promouvoir (ou combattre) un candidat. Ailleurs, depuis une vingtaine d'années, entre les anciens apparatchiks soviétiques métamorphosés en oligarques industriels, les patrons chinois occupant une place de choix au sein du Parti communiste, les chefs de l'exécutif, ministres et députés européens préparant, à l'américaine, leur reconversion dans le « secteur privé », un clergé iranien et des militaires pakistanais grisés par les affaires (2), le glissement vénal est redevenu système. Il infléchit la vie politique de la planète.

Au printemps 1996, au terme d'un premier mandat très médiocre, le président William Clinton préparait sa campagne de réélection. Il lui fallait de l'argent. Pour s'en procurer, il eut l'idée d'offrir aux plus généreux donateurs de son parti de passer une nuit à la Maison Blanche, par exemple dans la « chambre de Lincoln ». Se trouver associé au sommeil du « grand émancipateur » n'étant ni à la portée des plus petites bourses ni le fantasme obligé des plus grosses, d'autres douceurs avaient été mises aux enchères. Dont celle de « prendre un café » à la Maison Blanche avec le

président des Etats-Unis. Les potentiels bailleurs de fonds du Parti démocrate rencontrèrent donc par fournées des membres de l'exécutif chargés de réguler leur activité. Le porte-parole du président Clinton, M. Lanny Davis, expliqua ingénument qu'il s'agissait de « *permettre aux membres des agences de réglementation de mieux connaître les questions de l'industrie en cause (3)* ». L'un de ces « cafés de travail » pourrait avoir coûté quelques milliers de milliards de dollars à l'économie mondiale, favorisé l'envol de la dette des Etats et provoqué la perte de dizaines de millions d'emplois.

**En 1996, quand le président Clinton
eut besoin de fonds électoraux,
il invita des banquiers à venir
prendre le café à la Maison Blanche**

Le 13 mai 1996, donc, quelques-uns des principaux banquiers des Etats-Unis furent reçus pendant quatre-vingt-dix minutes à la Maison Blanche par les principaux membres de l'administration. Aux côtés du président Clinton, le ministre des finances, M. Robert Rubin, son adjoint chargé des affaires monétaires, M. John Hawke, et le responsable de la réglementation des banques, M. Eugene Ludwig. Par un hasard assurément providentiel, le trésorier du Parti démocrate, M. Marvin Rosen, participait également à la réunion. D'après le porte-parole de M. Ludwig, « *les banquiers discutèrent de la législation à venir, y compris des idées qui permettraient de briser la barrière séparant les banques des autres institutions financières* ».

Instruit par le krach boursier de 1929, le New Deal avait proscrit aux banques de dépôt de risquer inconsidérément l'argent de leurs clients, ce qui obligeait ensuite l'Etat à renflouer ces institutions par crainte que leur éventuelle faillite ne provoquât la ruine de leurs nombreux déposants. Signée par le président Franklin Roosevelt en 1933, la réglementation, toujours en place en 1996 (loi Glass-Steagall), déplaisait fort aux banquiers, soucieux de profiter eux aussi des miracles de la « nouvelle économie ». Le « café de travail » visait à rappeler ce désagrément au chef de l'exécutif américain au moment où il se souciait d'obtenir que les banques financent sa réélection.

Quelques semaines après la rencontre, des dépêches annoncèrent que le ministère des finances enverrait au Congrès une panoplie législative « *remettant en cause les règles bancaires établies six décennies plus tôt, ce qui permettrait aux banques de se lancer très largement dans l'assurance et dans la banque d'affaires et de*

marché ». La suite, chacun la connaît. L'abolition de la loi Glass-Steagall fut signée en 1999 par un président Clinton réélu trois ans plus tôt, en partie grâce à son trésor de guerre électoral (4). Elle attisa l'orgie spéculative des années 2000 (sophistication toujours plus poussée des produits financiers, du type des crédits hypothécaires *subprime*, etc.) et précipita le krach économique de septembre 2008.

En vérité, le « café de travail » de 1996 (il y en eut cent trois du même genre à la même période et au même endroit) ne fit que confirmer les pesanteurs qui jouaient déjà dans le sens des intérêts de la finance. Car c'est un Congrès à majorité républicaine qui enterra la loi Glass-Steagall, conformément à son idéologie libérale et aux souhaits de ses « mécènes » — les parlementaires républicains étant eux aussi arrosés de dollars par les banques. Quant à l'administration Clinton, avec ou sans « café de travail », elle n'aurait pas résisté longtemps aux préférences de Wall Street alors que son ministre des finances, M. Rubin, avait dirigé Goldman Sachs. Tout comme d'ailleurs M. Henry Paulson, aux manettes du Trésor américain lors du krach de septembre 2008. Après avoir laissé trépasser Bear Stearns et Merrill Lynch — deux concurrents de Goldman Sachs —, celui-ci renfloua American International Group (AIG), un assureur dont la faillite aurait atteint son plus gros créancier... Goldman Sachs.

Pourquoi une population qui n'est pas composée en majorité de riches accepte-t-elle que ses élus satisfassent en priorité les demandes des industriels, des avocats d'affaires, des banquiers, au point que la politique en vienne à consolider les rapports de forces économiques au lieu de leur opposer la légitimité démocratique ? Pourquoi, lorsqu'ils sont eux-mêmes élus, ces riches se sentent-ils autorisés à étaler leur fortune ? Et à clamer que l'intérêt général impose de satisfaire les intérêts particuliers des classes privilégiées, seules dotées du pouvoir de faire (investissements) ou d'empêcher (délocalisations), et qu'il faut donc constamment séduire (« rassurer les marchés ») ou retenir (logique du « bouclier fiscal ») ?

Ces questions amènent à évoquer le cas de l'Italie (*lire La grande désillusion des juges italiens*). Dans ce pays, l'un des hommes les plus riches de la planète a non pas rejoint un parti avec l'espoir de l'influencer, mais créé le sien, Forza Italia, pour défendre ses intérêts d'affaires. Le 23 novembre 2009, *La Repubblica* a d'ailleurs établi la liste des dix-huit lois ayant favorisé l'empire commercial de M. Silvio Berlusconi depuis 1994, ou qui ont permis à ce dernier d'échapper à des poursuites judiciaires. De son côté, le ministre de la justice du Costa Rica, M. Francisco Dall'Anase, met déjà en garde contre une étape ultérieure. Celle qui verra dans certains pays l'Etat se mettre au service non plus seulement des banques, mais de

groupes criminels : « *Les cartels de la drogue vont s'emparer des partis politiques, financer des campagnes électorales, et ensuite prendre le contrôle de l'exécutif (5).* »

Au fait, quel impact la (nouvelle) révélation de *La Repubblica* a-t-elle eu sur le destin électoral de la droite italienne ? A en juger par son succès aux élections régionales de mars dernier, aucun. Tout se passe donc comme si les relâchements ordinaires de la morale publique avaient « mithridatisé » des populations désormais résignées à la corruption de la vie politique. Pourquoi s'indigner alors que les élus veillent en permanence à satisfaire les nouveaux oligarques — ou à les rejoindre au sommet de la pyramide des revenus ? « *Les pauvres ne font pas de donations politiques* », observait assez justement l'ancien candidat républicain à la présidence John McCain. Depuis qu'il n'est plus sénateur, il est devenu lobbyiste de l'industrie financière.

**Au travers des fonds de pension,
bien des gens ordinaires ont enchaîné
sans le vouloir leur destin à celui de la finance**

Le mois qui suivit son départ de la Maison Blanche, M. Clinton gagna autant d'argent qu'au cours de ses cinquante-trois années de vie antérieures. Goldman Sachs le rétribua 650 000 dollars pour quatre discours. Un autre, prononcé en France, lui rapporta 250 000 dollars ; cette fois, c'est Citigroup qui paya. Pour la dernière année du mandat de M. Clinton, le couple avait déclaré 357 000 dollars de revenus ; entre 2001 et 2007, il totalisa 109 millions de dollars. Dorénavant, la célébrité et les contacts acquis au cours d'une carrière politique se monnaient *surtout* une fois cette carrière achevée. Les postes d'administrateur dans le privé ou de conseiller des banques remplacent avantageusement un mandat populaire dont le terme vient d'échoir. Or, comme gouverner, c'est prévoir...

Mais le « pantouflage » (*lire Pantoufles*) ne s'explique plus uniquement par l'exigence de demeurer à vie membre de l'oligarchie. L'entreprise privée, les institutions financières internationales et les organisations non gouvernementales connectées aux multinationales sont devenues, parfois davantage que l'Etat, des lieux de pouvoir et d'hégémonie intellectuelle. En France, le prestige de la finance autant que le désir de se construire un avenir doré ont ainsi détourné nombre d'anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA), de l'Ecole normale supérieure ou de Polytechnique de leur vocation de serviteurs du bien public. L'ancien énarque, ancien normalien, ancien premier ministre Alain Juppé a confié avoir éprouvé une tentation semblable : « *Nous avons tous été fascinés, y compris, pardon, les médias. Les*

“golden boys”, c’était formidable ! Ces jeunes gens qui arrivaient à Londres et qui étaient là devant leurs machines et qui transféraient des milliards de dollars en quelques instants, qui gagnaient des centaines de millions d’euros tous les mois, tout le monde était fasciné ! (...) Je ne serais pas tout à fait sincère si je niais que moi-même, de temps en temps, je me disais : Tiens, si j’avais fait ça, peut-être que je serais dans une situation différente aujourd’hui (6). »

« *Aucun état d’âme* » en revanche pour M. Yves Galland, ancien ministre français du commerce, devenu président-directeur général de Boeing France, une entreprise concurrente d’Airbus. Pas d’états d’âme non plus pour Mme Clara Gaymard, épouse de M. Hervé Gaymard, ancien ministre de l’économie, des finances et de l’industrie : après avoir été fonctionnaire à Bercy, puis ambassadrice itinérante déléguée aux investissements internationaux, elle est devenue présidente de General Electric France. Conscience tranquille également pour Mme Christine Albanel qui, durant trois ans, occupa le ministère de la culture et de la communication. Depuis avril 2010, elle dirige toujours la communication... mais celle de France Télécom.

La moitié des anciens sénateurs américains deviennent des lobbyistes, souvent au service des entreprises qu’ils ont réglementées. Ce fut également le cas de deux cent quatre-vingt-trois ex-membres de l’administration Clinton et de trois cent dix anciens de l’administration Bush. Aux Etats-Unis, le chiffre d’affaires annuel du lobbying approcherait 8 milliards de dollars. Somme énorme, mais rendement exceptionnel ! En 2003, par exemple, le taux d’imposition des profits réalisés à l’étranger par Citigroup, JP Morgan Chase, Morgan Stanley et Merrill Lynch a été ramené de 35 % à 5,25 %. Facture de lobbying : 8,5 millions de dollars. Avantage fiscal : 2 milliards de dollars. Nom de la disposition en question : « Loi pour la création d’emplois américains (7) »... « *Dans les sociétés modernes*, résumé M. Alain Minc, ancien énarque, conseiller (bénévole) de M. Sarkozy et (stipendié) de plusieurs grands patrons français, *l’intérêt général peut être servi ailleurs que dans l’Etat, il peut être servi dans les entreprises (8).* » L’intérêt général, tout est là.

Cet attrait pour les « entreprises » (et leurs rémunérations) n’a pas manqué d’opérer ses ravages à gauche. « *Une haute bourgeoisie s’est renouvelée*, expliquait en 2006 M. François Hollande, alors premier secrétaire du Parti socialiste français, *au moment où la gauche arrivait aux responsabilités, en 1981. (...) C’est l’appareil d’Etat qui a fourni au capitalisme ses nouveaux dirigeants. (...) Venus d’une culture du service public, ils ont accédé au statut de nouveaux riches, parlant en maîtres aux politiques qui les avaient nommés (9).* » Et qui furent tentés de les suivre.

Le mal leur paraît d'autant moins grand qu'au travers des fonds de pension ou de placement, une part croissante de la population a enchaîné, parfois sans le vouloir, son destin à celui de la finance. Désormais, on peut donc défendre les banques et la Bourse en affectant de se soucier de la veuve désargentée, de l'employé qui a acheté des actions pour compléter son salaire ou garantir sa retraite. En 2004, l'ancien président George W. Bush adossa sa campagne de réélection à cette « *classe des investisseurs* ». Le *Wall Street Journal* expliquait : « *Plus les électeurs sont actionnaires, plus ils soutiennent les politiques économiques libérales associées aux républicains. (...) 58 % des Américains ont un investissement direct ou indirect dans les marchés financiers, contre 44 % il y a six ans. Or, à tous les niveaux de revenus, les investisseurs directs sont plus susceptibles de se déclarer républicains que les non-investisseurs (10).* » On comprend que M. Bush ait rêvé de privatiser les retraites.

« Asservis à la finance depuis deux décennies, les gouvernements ne se retourneront d'eux-mêmes contre celle-ci que si elle en vient à les agresser directement à un point qui leur semble intolérable », annonçait le mois dernier l'économiste Frédéric Lordon (11). La portée des mesures que l'Allemagne, la France, les Etats-Unis, le G20 prendront contre la spéculation dans les semaines qui viennent nous dira si l'humiliation quotidienne que « les marchés » infligent aux Etats et la colère populaire qu'attise le cynisme des banques, auront réveillé chez nos gouvernants, lassés d'être pris pour des valets, le peu de dignité qui leur reste.

SERGE HALIMI.

- (1) Vidéo et retranscription visibles ici : « **Quel est le vrai parti de Wall Street ?** ».
- (2) Lire « **L'Argent** », « **L'empire économique des pasdarans** » et « **Mainmise des militaires sur les richesses du Pakistan** », *Le Monde diplomatique*, respectivement en janvier 2009, février 2010 et janvier 2008
- (3) Cette citation ainsi que les deux suivantes proviennent de « **Guess Who's Coming for Coffee ?** », *The Washington Post*, National Weekly Edition, 3 février 1997.
- (4) Lire Thomas Ferguson, « **Le trésor de guerre du président Clinton** », *Le Monde diplomatique*, août 1996.
- (5) Cité par *London Review of Books*, Londres, 25 février 2010.
- (6) « **Parlons Net** », France Info, 27 mars 2009.
- (7) Dan Eggen, « **Lobbying pays** », *The Washington Post*, 12 avril 2009.

(8) France Inter, 14 avril 2010.

(9) François Hollande, *Devoirs de vérité*, Stock, Paris, 2006, p. 159-161.

(10) Claudia Deane et Dan Balz, « “Investor Class” Gains Political Clout », *The Wall Street Journal Europe*, 28 octobre 2003.

(11) La pompe à phynance, <http://blog.mondediplo.net>, 7 mai 2010.